

<http://www.snetap-fsu.fr/Champagne-Ardenne-Boycott-CTREA-du.html>



Champagne-Ardenne : Boycott du CTREA

- En Région -

Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

En Champagne-Ardenne, les conséquences de la politique gouvernementale se font comme ailleurs au détriment de l'offre et de la qualité de notre enseignement :

- C'est la suppression annoncée d'au moins 4.5 ETP d'enseignants ;
- Ce sont des agents contractuels utilisés comme de vulgaires variables d'ajustement budgétaire ;
- Ce sont des plafonnements imposés aux classes à partir de considérations budgétaires ;
- Ce sont des options qui risquent de disparaître ou qui ne seront pas financées dans leur totalité ;
- Ce sont des inquiétudes fortes concernant le bac technologique avec le refus d'ouverture d'EIL nouveaux ;
- Ce sont des services administratifs surchargés qui assurent leurs missions avec encore moins de personnels, malgré des besoins bien réels au moment où le ministre élabore de nouveaux critères de dotation qui visent à justifier les diminutions drastiques réalisées ;



CTREA de Champagne-Ardenne
24 janvier 2012
Déclaration intersyndicale

Après le boycott des deux derniers Conseils Nationaux de l'Enseignement Agricole (CNEA), les organisations syndicales avaient pensé qu'un tel événement (unique dans l'histoire de l'enseignement agricole) conduirait le Ministre à s'exprimer pour répondre aux inquiétudes des personnels. Or il n'en est rien, avec la suppression de 280 emplois d'enseignants, dont 168 pour le seul enseignement agricole public, le gouvernement a ajouté à ce silence diverses provocations : nouveaux coups de rabot au budget de l'enseignement agricole public (LRF et LFD), projet de réforme de l'évaluation des enseignants et des CPI, propositions indignes en matière de dé-pénalisation.

Les boycotts d'instances de pilotage de l'Enseignement Agricole (CTREA, CREA) se sont généralisés en régions au mois de décembre et tout au long du mois de janvier. Rien n'y a fait : le ministre n'entend pas et semble même s'être détaché de ses responsabilités.

En Champagne-Ardenne, les conséquences de cette politique se font encore ailleurs au détriment de l'offre et de la qualité de notre enseignement.

- C'est la suppression annoncée d'au moins 4.5 ETP d'enseignants ;
- Ce sont des agents contractuels utilisés comme de vulgaires variables d'ajustement budgétaire ;
- Ce sont des plafonnements imposés aux classes à partir de considérations budgétaires ;
- Ce sont des options qui risquent de disparaître ou qui ne seront pas financées dans leur totalité ;
- Ce sont des inquiétudes fortes concernant le bac technologique avec le refus d'ouverture d'EIL nouveaux ;
- Ce sont des services administratifs surchargés qui assurent leurs missions avec encore moins de personnels, malgré des besoins bien réels au moment où le ministre élabore de nouveaux critères de dotation qui visent à justifier les diminutions drastiques réalisées ;

Tout cela ne devrait pas manquer d'alerter le ministre. Mais il n'entend pas. Le ministre n'a pas daigné apporter la moindre réponse, le moindre message suite aux constats alarmants que nous faisons sur les limites de son budget et ce malgré les nombreuses actions engagées par nos organisations.

Il n'entend pas... Il reste sourd aux demandes exprimées pour le service public¹. Alors nous continuons à le lui dire, à le lui écrire pour ensemble défendre l'enseignement agricole public.

Nous vous demandons, Monsieur le Directeur Régional, de faire part au Ministre que son absence de réponse est perçue comme du mépris à l'égard des personnels alors que la politique mise en œuvre par son gouvernement ne permet plus de remplir les missions assignées à l'Enseignement Agricole Public.

Le Ministre n'entend pas... alors nous ne céderons pas ce 24 janvier en CTREA

Les représentants des personnels SNETAP-FSU et SYAC-CGT

1 L'enseignement privé catholique a obtenu des garanties pour les trois ans à venir